

COGNAC

–

Base Aérienne 709

–

**Construction d'un nouveau chenil pour l'escadron d'encadrement
et de protection de la BA709**

MARCHE 1 – LOT 1 : Désamiantage et démolition

ST02 – DEMOLITION

SOMMAIRE

2.1	GENERALITES.....	2
2.1.1	OBJET DU MARCHÉ	2
2.1.2	DESCRIPTION SOMMAIRES DES OUVRAGES	2
2.1.3	PHASAGE DES TRAVAUX	3
2.1.4	LISTE DES DOCUMENTS DE REFERENCE (LISTE NON EXHAUSTIVE)	3
2.1.5	EQUIPEMENT GENERAL DU CHANTIER	4
2.1.6	ECHANTILLONS - ESSAIS	4
2.1.7	EXECUTION DES FOUILLES	4
2.1.8	TRANSPORT DES DEBLAIS – AMENEE D'ENGINS.....	4
2.1.9	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX.....	4
2.1.10	RECOLLEMENT	4
2.1.11	RECONNAISSANCE DES LIEUX	4
2.1.12	NETTOYAGES.....	5
2.1.13	ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS	5
2.1.14	ETAIEMENTS - ETRESILLONNEMENTS	5
2.1.15	MODE DE METRE	5
2.1.16	TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION.....	6
2.1.17	OBLIGATION DE CONSEIL	7
2.1.18	GESTION ET TRACABILITE DES DECHETS	8
2.1.19	SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS (SOGED)	8
2.2	DESCRIPTIF	10
2.2.1	TRAVAUX PRELIMINAIRES	10
2.2.2	TRAVAUX DE DEMOLITION	10
2.2.3	PROGRAMME DE DEMOLITION ET METHODOLOGIE D'INTERVENTION	11
2.2.4	DECOMPOSITION DES TRAVAUX.....	12

2.1 GENERALITES

2.1.1 OBJET DU MARCHÉ

La démolition des bâtiments 0077, 0168 et 0169 s'inscrit dans la phase 1 des travaux liés à la construction du nouveau chenil de la base aérienne 709 de Cognac. Ces bâtiments, vétustes et non conformes aux exigences actuelles, seront démolis pour libérer l'espace nécessaire à l'installation du chenil provisoire. Cette étape inclut également le désamiantage préalable du bâtiment 0077, afin de garantir la sécurité du chantier. Le chenil provisoire sera ensuite mis en place sur cette zone, permettant d'assurer la continuité des activités du groupe cynophile durant les travaux.

2.1.2 DESCRIPTION SOMMAIRES DES OUVRAGES

1. Le bâtiment 077 est un bâtiment de stockage construit en 1939
2. Le bâtiment 0168 est un bâtiment de type magasins construit en 1983
3. Le bâtiment 0169 est un bâtiment de type magasins construit en 1983

2.1.3 PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux de démolition interviendront après les travaux de désamiantage, après l'autorisation donnée par le MOE.

Pour le phasage de l'opération se référer aux DG.

2.1.4 LISTE DES DOCUMENTS DE REFERENCE (LISTE NON EXHAUSTIVE)

Les travaux seront réalisés conformément aux règles de construction, faisant foi en qualité de Règles de l'Art, en vigueur à la date de signature du marché.

Ces règles comportent notamment :

- Les textes officiels : codes, lois, décrets, arrêtés, circulaires, ... ;
- Les normes AFNOR homologuées ;
- Les normes européennes rendues obligatoires par la Réglementation Française ;
- Les DTU édités par le CSTB ;
- Les textes généraux et particuliers d'Avis Techniques (ATec) et les Cahiers des Prescriptions Techniques (CPT) du CSTB ;
- Les guides techniques de l'UEATc ;
- Les règles professionnelles ;
- Les recommandations professionnelles.

Si en cours de réalisation des travaux, de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires entrent en vigueur, l'entrepreneur est tenu d'en référer au maître d'ouvrage par écrit. Si ces dispositions sont d'application immédiate ou de caractère d'ordre public, un avenant entre les parties devra être conclu afin d'aménager les éventuelles modifications contractuelles.

Les matériaux, éléments ou ensembles traditionnels envisagés, doivent satisfaire les normes françaises homologuées, ainsi que les dispositions des documents techniques unifiés (D.T.U.).

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels, ne peuvent être admis que s'ils font l'objet :

- Soit d'un Avis Technique de la Commission ;
- Soit d'une enquête technique favorable par un Contrôle Technique agréé.

Les documents cités ci-après n'ont aucun caractère limitatif ou exhaustif, et ne constituent qu'un rappel des principaux documents de référence. En cas de spécifications de normes ou autres référentiels qui ne seraient plus en vigueur, l'Entreprise doit se référer aux normes ou autres référentiels de substitution.

2.1.4.1 REGLES GENERALES APPLICABLES

Tout texte relatif à la construction et à la sécurité est applicable dans la mesure où les ouvrages prévus au présent lot entrent dans son champ d'application.

Sont notamment applicables :

- Le code de la construction et de l'habitation, le code du travail, le code de l'environnement, le code de la santé publique, ... ;
- Le règlement sanitaire départemental ;
- La réglementation relative à la sécurité incendie ;
- La réglementation acoustique ;
- La réglementation thermique ;
- La réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs et des tiers ;
- La réglementation relative à l'accessibilité des personnes handicapées.

2.1.5 EQUIPEMENT GENERAL DU CHANTIER

PM : Les dispositions d'installation et d'équipement de chantier sont décrites dans les Dispositions Générales.

2.1.6 ECHANTILLONS - ESSAIS

L'entrepreneur est tenu de fournir les échantillons de tous les matériaux et fournitures.

L'entrepreneur est tenu d'effectuer, à ses frais, les essais et épreuves des ouvrages qui lui sont demandés.

Les essais sur place seront effectués conformément aux règles prescrites, les épreuves et essais exécutés en laboratoire spécialisé seront à la diligence de l'entrepreneur et sur ordre.

2.1.7 EXECUTION DES FOUILLES

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas modifier son offre de prix par méconnaissance du terrain du lieu d'exécution des travaux.

2.1.8 TRANSPORT DES DEBLAIS – AMENEE D'ENGINS

Les moyens de transport seront choisis de telle sorte que leur circulation sur chantier comme à l'extérieur, ne provoque aucun dommage aux existants.

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour ne pas dégrader ces voies, dans le cas contraire une remise en état sera exécutée à la charge de l'entrepreneur.

2.1.9 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages et prestations du présent lot devront répondre aux spécifications suivantes :

- matériaux traditionnels : ils devront répondre aux conditions et prescriptions des " Documents de référence contractuels " visés ci avant et aux normes qui y sont citées ;
- matériaux et éléments fabriqués : ils devront toujours pouvoir justifier d'un Avis Technique, d'un procès-verbal d'essais, ou autre pièce officielle certifiant qu'ils sont aptes pour l'emploi envisagé.

L'Entrepreneur s'assurera que ses fournisseurs disposent d'agréments et d'avis techniques.

2.1.10 RECOLLEMENT

En fin de chantier, chaque entreprise devra fournir son dossier des ouvrages exécutés : plans de réseaux, notices techniques, PV et certificats..., Le nombre d'exemplaires sera défini par le maître d'œuvre.

2.1.11 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs seront réputés s'être rendus sur place et avoir par conséquent établis leurs offres en parfaite connaissance des conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, de l'accès, aux abords, à la topographie ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (transport, énergies diverses, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées), et de toutes particularités propres à l'exécution des prestations du présent marché.

Les entrepreneurs ne pourront jamais objecter d'erreurs ou omissions qui puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux de leurs professions ou travaux annexes dus aux incidences des lieux. En conséquence, ils ne pourront se prévaloir de suppléments ultérieurs, indemnisation ou prolongation quelconque du délai contractuel d'exécution.

2.1.12 NETTOYAGES

Compte tenu du lieu d'exécution de ces travaux, un nettoyage journalier sera mis en place par tous moyens appropriés. Le lavage des véhicules qui seront utilisés pour les besoins du chantier devra s'effectuer dans l'enceinte du chantier (zone à définir).

Les déchets devront être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs. En fin de travaux, l'Entreprise devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que de ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, l'Entreprise devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel elle les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'Entreprise des obligations découlant des prescriptions du présent article, le Maître d'Ouvrage fera exécuter les nettoyages par une Entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'Entreprise.

2.1.13 ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS

L'Entreprise devra mettre en œuvre tous échafaudages de tous types, nécessaires à l'exécution des travaux.

Les échafaudages seront conformes au P.G.C.

Elle devra également mettre en place toutes installations de protection, de sauvegarde et de garantie que l'Entreprise jugera nécessaire, ainsi que celles qui lui seront le cas échéant demandées par le Maître d'Œuvre.

Ces installations pourront notamment selon les conditions du chantier, être les suivantes :

- Garde-corps et pare-gravois
- Platelages de protection
- Écrans ou autres dispositifs antipoussière
- Bâches de protection contre la pluie
- Protections de revêtements de sols et d'escaliers.

Tous les frais de l'Entreprise consécutifs aux prescriptions du présent article font implicitement partie du prix du marché.

2.1.14 ETAIEMENTS - ETRESILLONNEMENTS

L'Entreprise aura à prévoir et à mettre en œuvre tous les étalements, étrésillonnements, etc.... et éventuellement des butonnages nécessaires à la réalisation des travaux.

Il incombera à l'Entreprise sous sa responsabilité pleine et entière de déterminer le principe ainsi que la nature, les dimensions et les emplacements des dispositifs à mettre en œuvre pour obtenir des résultats garantis.

2.1.15 MODE DE METRE

Le présent marché est un marché global et forfaitaire.

Toutes les quantités font partie de la masse du forfait des travaux ; il appartient à l'Entreprise de les vérifier et de signaler au Maître d'Œuvre toute erreur décelée avant la remise de l'offre. Aucune contestation ne sera prise en compte après délai.

Il est bien précisé que si des prestations, travaux, ouvrages annexes et accessoires divers nécessaires à l'exécution des ouvrages de son lot ne sont pas décomptés en articles séparés, ils sont à inclure par l'Entreprise dans le prix des ouvrages principaux prévus par ailleurs ; aucune réclamation ne sera admise.

Toutes les quantités sont des quantités en œuvre, sans prise en compte des pertes, chutes, recouvrements, foisonnements, etc.

Liste des principaux modes de métré : suivant DPGF

2.1.16 TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION

2.1.16.1 PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES D'EXECUTION

Les travaux de déplacements d'ouvrages, d'arrachages et de déposes devront être réalisés avec soins pour éviter toutes dégradations au bâti existant conservé (dallages, murs, cloisons, planchers, escalier, etc.).

L'outillage utilisé pour ces travaux devra être adapté.

Lors des travaux de déposes ou autres dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, arrosage, etc... et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

2.1.16.2 PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES AUX EXISTANTS

Reconnaissance des existants

Avant remise des offres, l'entreprise du présent lot devra avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

L'offre sera donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

L'entrepreneur, suite à cette visite, sera donc réputé avoir pris connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur pourra lors de cette reconnaissance effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

Visite du site

Une visite sur place des entreprises est obligatoire pour permettre de mieux appréhender la mise en place du chantier, l'accès, les stationnements, les abords, les réseaux, les raccordements, etc. mais également les travaux et les besoins qui incombent à la parfaite prestation de travaux.

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra s'assurer sur place de la conformité des supports aux dispositions du marché et des documents approuvés par la Maîtrise d'œuvre.

Aucun supplément ne sera admis pour omission.

Une attestation de visite obligatoire devra être jointe à la remise des offres.

2.1.16.3 PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PROTECTION ET A LA SAUVEGARDE DES EXISTANTS

L'entreprise du présent lot fournira et mettra en place toutes les mesures pour assurer la sécurité et la protection des personnes (balisage, signalisation, platelage, protection des ouvertures, etc.) adaptées aux circonstances.

Les déchets devront être évacués sans délai des lieux d'exécution de la prestation, ils devront être évacués et triés par l'entreprise dans les décharges agréées.

L'entreprise devra éviter toute dégradation ou obturation des canalisations d'évacuation.

L'entreprise aura la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements et de leurs travaux. Elle garde ces responsabilités jusqu'à la réception des ouvrages.

Ces responsabilités portent sur tous les dégâts que pourraient subir les ouvrages pendant qu'elles en ont la charge et quelle qu'en soit la cause.

Il importe au plus haut point que l'entreprise exige sur le chantier, de leurs personnels, le souci et le respect constant des installations, équipements, revêtements, etc.

Dans ce but, l'entreprise doit s'abstenir de faire quoi que ce soit qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages existants

Il est en outre précisé que :

- les détériorations constatées sont réparées par et aux frais du titulaire du marché responsable, à charge par lui de se faire couvrir par son assurance ;
- les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais du titulaire du marché dont les ouvrages ont été détériorés ; à charge par lui de se faire couvrir par son assurance ;
- le titulaire du marché est responsable des matériaux et matériels qu'il a approvisionnés, ils sont couverts par une assurance vol et incendie, à moins que le titulaire préfère être son propre assureur ;
- le remplacement des matériaux et matériels posés et disparus par vol est assuré par le titulaire du marché dont les matériaux et matériels ont disparu ; les frais entraînés par ce remplacement sont supportés par le titulaire du marché.
- le débouchage des canalisations bouchées par le titulaire du marché sera assuré par ce dernier.

L'entreprise du présent lot devra prendre toutes les dispositions et précautions utiles pour ne pas causer, lors de l'exécution de leurs travaux, aucune détérioration si minime soit-elle aux existants.

Le titulaire du marché sera seul juge des dispositions à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

La Maîtrise d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au titulaire du marché de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Toutes dégradations ou salissures devront être reprises sans supplément financier.

Toutes ces prestations seront incluses dans les prix unitaires.

De plus, le titulaire du marché est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements existants ; en conséquence, il veille à ce que la main d'œuvre employée sur le chantier n'exécute sur ces parements ni graffitis, épaufrures, rayures ou autres. Tout manque à cette clause et non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage est sanctionné par la démolition ou la réfection de l'ouvrage incriminée aux frais du titulaire.

2.1.16.4 DOCUMENTS SPECIFIQUES

Les travaux du présent lot seront exécutés conformément aux Prescriptions des Règlements en vigueur, à la date des travaux de déconstruction.

2.1.16.5 PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

L'entreprise met en œuvre tout moyen afin d'assurer un chantier à faibles nuisances :

- Evacuation des eaux usées filtrées afin de répondre aux normes sanitaires dans le réseau E.U. à l'exclusion de tout autre réseau.
- Prévention des risques de pollution par fuite au moyen de bac de rétention des fluides.
- Prévention des risques de pollution par des contrôles externes d'analyse environnementale.
- Définition de méthodologie limitant les nuisances (acoustiques, etc...) en privilégiant l'utilisation de matériels de nouvelle génération (groupe électrogène, extracteurs, etc...).

2.1.16.6 DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE

- Plans d'exécution et note méthodologique.
- L'établissement d'un bordereau de suivi de déchet industriel (B.S.D.I.)
- DOE avec l'ensemble des bordereaux d'élimination des déchets.

2.1.17 OBLIGATION DE CONSEIL

L'entreprise s'engage à proposer des améliorations, informer des réglementations, signaler les anomalies rencontrées etc. dans l'intérêt de l'avancement et de l'économie de chantier.

Toutes nouveautés, modifications, anticipations seront soumis à l'accord de la MOE.

Aucune mise en exécution ne sera acceptée sans accord écrit de la MOE.

2.1.18 GESTION ET TRACABILITE DES DECHETS

2.1.18.1 GENERALITES

L'entrepreneur procédera à la prise en charge, l'évacuation et l'élimination de l'ensemble des produits, déchets (Déchets non dangereux/Déchets inertes/déchets valorisables/Déchets dangereux) et des matériels présents au sein des bâtiments ainsi qu'aux abords de ces bâtiments.

Tous les équipements promis au ferrailage devront faire l'objet d'un certificat de destruction par le prestataire.

Les déchets dangereux et produits chimiques manutentionnables devront être stockés dans des bacs/racks dédiés et ces derniers, stockés dans des conteneurs ventilés et fermer à clé.

L'évacuation des liquides est à la charge de l'entrepreneur. Dans l'optique de limiter tout risque de transfert de pollution par voie aérienne et d'éviter ainsi les nuisances aux usagers et aux riverains, l'évacuation des liquides sera réalisée à l'aide de camions citerne.

Dans le cadre du suivi des opérations, l'entrepreneur devra éditer et remettre au maître d'œuvre les bordereaux de suivi de déchets adéquats pour chaque lot évacué et éliminé. L'entrepreneur précisera dans son offre les centres de traitement agréés retenus. Ceux-ci seront en adéquation avec les caractéristiques physico-chimiques des déchets liquides et les contraintes réglementaires imposées aux différentes filières.

L'entrepreneur mettra en œuvre les moyens nécessaires pour garantir la continuité des filières d'évacuation des liquides. Il fournira dans son offre les certificats d'acceptation préalable (CAP) de ces matériaux délivrés par les différentes filières, garantissant l'acceptation des matériaux pour les qualités et les quantités de produits définies au préalable. Sans la réception des CAP par le maître d'ouvrage, le démarrage du chantier ne pourra avoir lieu.

Les moyens qui seront mis en œuvre garantiront, d'une part, la traçabilité des matériaux éliminés et, d'autre part, le contrôle et la minimisation des nuisances sur l'environnement lors de la mise en dépôt des matériaux.

2.1.18.2 ELIMINATION ET EVACUATION

L'évacuation et l'élimination des déchets seront menées selon les dispositions de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. L'élimination des matériaux assimilés à des déchets devra être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la loi 76-663 du 19 juillet 1976.

Il convient de rappeler que les principales dispositions de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 sont les suivantes :

- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume ;
- de valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

Dans cette optique, en vue de limiter les distances de transport, les filières d'élimination des matériaux localisées en Charente (16) ou dans les départements limitrophes devront être privilégiées.

Dans le cas où certains matériaux seraient revendus, le titulaire pourra être amené à déduire cette somme de ses frais d'élimination des déchets.

2.1.19 SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS (SOGED)

Le SOGED définit les modalités pratiques d'organisation pour la gestion des déchets sur le chantier et il devra assurer des bonnes conditions d'élimination par un système de suivi.

Les différents plans départementaux (département de localisation de la base plus les départements limitrophes) de gestion des déchets de chantier listent les installations de stockage, de regroupement ou de recyclage des départements.

Le SOGED s'applique au titulaire du marché et à l'ensemble de ses éventuels sous-traitants.

Celui-ci doit indiquer :

- La présentation du chantier ;
- Formation et sensibilisation du personnel (Mission des différents intervenants, affichages, réunions, actions de sensibilisation...) ;
- La nature et la quantité des différentes catégories de déchets de chantier à gérer (Y compris répartition en pourcentage (valorisation...) ;
- Les méthodes qui seront susceptible d'être employées pour ne pas mélanger les différentes catégories de déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc....) ;
- Méthodes et outils mis en place pour le suivi des différentes catégories de déchets (BSD, Y compris gestion des non conformités...) ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront susceptible d'être acheminés les différentes catégories de déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- Présentation du récolement de l'ensemble des informations relatives au traitement des déchets de fin de chantier.

Le maître d'œuvre assurera le suivi de l'élimination des déchets, en concertation avec le maître d'ouvrage, et notamment les suivis des bordereaux d'élimination.

2.2 DESCRIPTIF

2.2.1 TRAVAUX PRELIMINAIRES

2.2.1.1 CONSTAT DES LIEUX

Se référer aux DG.

2.2.1.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Se référer aux DG.

2.2.1.3 BRANCHEMENT DE CHANTIER

Se référer aux DG.

2.2.1.4 GRUE, NACELLE, PETITE MANUTENTION

Se référer aux DG.

2.2.1.5 ENTRETIEN DES VOIES D'ACCES

Se référer aux DG.

2.2.1.6 PLANS D'EXECUTION

Exécution :

L'entrepreneur du présent lot devra prévoir à sa charge tous les plans d'exécution, de fabrication, de façonnage, de détails de mise en œuvre... pour la parfaite exécution de ces travaux tels que décrits dans le présent CCTP.

2.2.2 TRAVAUX DE DEMOLITION

2.2.2.1 LIMITE DE PRESTATIONS

Compris dans le lot 2 –VRD :

- Dépose des dallages béton extérieurs ;
- Dépose des réseaux enterrés en dehors de l'emprise des bâtiments ;
- Abatage des arbres et des haies ;
- Dépose des clôtures.

Compris dans le présent lot :

- Dépose de l'ensemble des structures et réseaux dans l'emprise des bâtiments, dallages et fondations y compris.

2.2.2.2 GENERALITES

A propos des travaux de démolition et de dépose d'ouvrages, de maçonnerie, de BA, de charpente métalliques, d'ossatures bois, de couverture, de bardage, de plâtrerie ou autres, les travaux comprendront (outre les travaux décrits ci-dessous dans le cadre normal du lot) :

- L'entrepreneur proposera tous moyens de démolition à sa convenance qui devront être acceptés par le Maître d'Œuvre.
- Il procédera à toutes les recherches utiles pour déterminer la présence d'éléments incorporés dans les zones concernées : (Canalisations diverses de fluide, gaines, câblages électriques de toute nature), qui selon le cas, seront déposés ou maintenus en service provisoirement ou définitivement pendant la durée des travaux.
- La neutralisation et vidange des distributions eau, neutralisation des installations électriques pour permettre la dépose des équipements raccordés, sont à la charge des corps d'états concernés.
- La pose d'échafaudage, étayage ou autre pour maintien des éléments prédécoupés et pour éviter tout accident de chute incontrôlée d'éléments lourds.
- La protection des ouvrages à conserver et les protections étanches anti-poussière en périphérie des zones de travail pour éviter la contamination des locaux à préserver.

D'une façon générale, l'Entreprise devra la démolition et/ou la dépose de tous les équipements intérieurs et/ou extérieurs sur l'emprise du projet, et plus précisément au droit des bâtiments repris, suivant plans de la Maîtrise d'œuvre étant entendu que toutes les sujétions sécuritaires et techniques propres aux prestations de dépose et enlèvement et permettant le parfait achèvement des ouvrages sont à prévoir dans le prix global forfaitaire.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents et devront être soumises à l'approbation de la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

La sécurité du personnel ;

- La protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité ;
- L'étanchéité des constructions contiguës ;
- Toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

2.2.3 PROGRAMME DE DEMOLITION ET METHODOLOGIE D'INTERVENTION

Le maître d'ouvrage est producteur des déchets dans le cas des démolitions, il est donc tenu d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément à l'article L.541 – 2 du Code de l'environnement. Dans le cadre de cette opération le maître d'ouvrage confie à l'entreprise un marché de démolition sélective.

L'entreprise devra intégrer dans son offre l'ensemble des prescriptions suivantes.

Le programme de démolition de la présente opération sera le suivant :

- **Planning : si requis, après le désamiantage la démolition sélective pourra s'effectuer d'un seul tenant ;**
- **Avant toute intervention de démolition sur site :**
 - L'entreprise procédera à l'obturation des réseaux EU et EP se rejetant dans les réseaux publics pour éviter toute pollution.
- **Dispositions prises en matière de réduction des nuisances :**
 - Il sera procédé à un arrosage régulier des démolitions pour éviter la propagation des poussières,
 - Les déchets ne seront pas concassés sur chantier pour limiter le bruit généré par les concasseurs ; cette prestation sera réalisée hors chantier,
 - En fin de journée les bennes seront bâchées pour éviter la dispersion par le vent des déchets.
- **Fonctionnement et organisation du chantier :**
 - Selon PGC

2.2.4 DECOMPOSITION DES TRAVAUX

La démolition des bâtiments 0077,0168 et 0169 (voir plan d'aménagement marché 1) sera réalisée suivant la décomposition :

- Evacuation du mobilier,
- Démontage et évacuation des équipements de chauffage, traitement d'air, électricité,
- Dépose et évacuation des réseaux de distribution de fluides,
- Démontage et évacuation des menuiseries extérieures,
- Démontage et évacuation des menuiseries intérieures,
- Démontage et évacuation des faux plafonds et cloisons,
- Démolition bâtiment,
- Tri et évacuation des déchets compris frais de mise en décharge.

Déconstruction complète :

- Des libages,
- Des structures porteuses béton armé (poteaux, poutres)
- Des murs de façades, de refends et intérieurs
- Des toitures, étanchéité,
- Démolition des planchers et des fondations,
- Démolition des réseaux enterrés dans l'emprise du bâtiment.

D'une manière générale les bâtiments 0077,0168,0169 existants seront déconstruits et les gravats seront évacués en centre de retraitement agréé.

Les déchets issus de la démolition ne seront pas retraités à la charge du compte prorata mais à la charge du présent lot.